

PHILIPPE LÉGÉ. L'économiste explique comment des règles imposées comme de marbre ne sont que subjectivité, idéologie voire même fantaisie. Et pourtant, en leur nom, l'austérité est imposée.

Pas de chiffre magique



Maitre de Conférences en économie à l'Université de Picardie, Philippe Légé cible ses recherches sur l'histoire de la pensée économique. Depuis mai 2012, il est membre du Conseil d'administration du collectif des économistes atterrés.

Qu'est-ce que le changement de mode de calcul de l'INSEE va provoquer ?

Ce type de révision n'a rien d'exceptionnel. Mais c'est l'occasion de rappeler le caractère conventionnel des indicateurs et qui dit convention dit subjectivité. C'est vrai même pour le calcul du PIB qui est, pourtant, un indicateur sérieux. Ce qui n'est pas toujours le cas.

Vous pensez à la limitation des 3% de PIB pour le déficit public ?

Des articles ont effectivement montré comment avait été mis en place cette référence sous François Mitterrand, née sur un coin de table pour contrer les demandes d'augmentation de budget des ministres. Mais aussi et surtout, comment ce critère avait ensuite été instrumentalisé pour se transformer en « chiffre magique » n'ayant aucun sens. Un autre exemple est celui de la théorie de Rogoff et Reinhart qui pose le seuil de 90% de dette publique en regard du PIB pour affirmer, qu'au-delà, l'impact de l'endettement sur la croissance deviendra négatif. Or, les travaux d'un étudiant ont démontré les erreurs de calcul. Tout ceci sert pourtant de support à toutes les politiques d'austérité. Certes Rogoff et Reinhart ont assuré qu'ils n'en ont tiré aucune affirmation mais ils savent très bien comment cela va être utilisé.

Sans oublier les aveux d'échec récents du FMI. In fine, la science économique est-elle une science exacte comme on tend à nous le faire croire ?

Je pense même qu'il ne s'agit pas d'une science. Les différences entre l'économie et les sciences sont nombreuses : les économistes ont une influence sur leur objet à la différence du biologiste qui peut observer une bactérie ou énoncer une théorie sur une molécule sans la modifier. Les jugements de valeur ou plus globalement l'idéologie ont un rôle



En janvier dernier, le FMI qui a imposé avec l'Europe une cure d'austérité sans précédent à la Grèce avoue une erreur d'appréciation. PHOTO AFP

non négligeable dans l'économie, ce qui n'est pas le cas en science. Entre son histoire, son expérience et son milieu d'origine, l'économiste n'arrive pas vierge face à son sujet et cela va influencer sa façon de théoriser. Enfin, aucune expérience de laboratoire n'est possible en économie car on ne peut pas isoler des paramètres et les faire varier. Mais si l'économie n'est pas une science, cela ne signifie pas que tous les discours se valent et l'on peut faire la distinction entre ceux qui produisent un savoir économique dans une démarche rigoureuse et honnête et ceux qui ont une attitude idéologique et démagogique.

Mais pourquoi les discours alternatifs n'arrivent pas à s'imposer ?

C'est d'autant plus surprenant que cela se passe en dépit d'une crise que ces tenants de l'idéologie dominante n'ont pas vu venir et nié jusqu'au bout. On aurait pu

espérer que cette crise jetterait un discrédit sur cette économie néoclassique. Or, on ne constate que peu d'évolutions. Malgré nos nombreux efforts pour rassembler des économistes divers ayant une production collective, nous parvenons à peine à mettre un pied dans la porte des discours des grands médias. En revanche, on entend davantage les voix dissonantes au sein du champ académique. Je pense aux prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz et Paul Krugman qui, issus de cette théorie néoclassique ont évolué et se font un peu plus entendre aujourd'hui. C'est d'ailleurs cette crise utilisée comme prétexte pour renforcer ce qui avait échoué qui a motivé le choix de notre intitulé : les économistes atterrés.

La conversion des socialistes à cette logique libérale n'explique-t-elle pas aussi la difficulté à percevoir une alternative ?

Si conversion il y a, elle a eu lieu il y a bien longtemps. Dans les années 1980 avec le rapprochement entre des dirigeants socialistes et des chefs d'entreprises, donnant lieu à des réseaux et autres clubs sur lesquels existent aujourd'hui une large documentation. Et François Hollande a toujours été dans cette logique social-libérale, partisan d'une politique de l'offre. La grande nouveauté est qu'il ne semble plus y avoir de limites, de contreponds. Sous Lionel Jospin, la politique économique était plus ambiguë. Des privatisations phénoménales ont cohabité avec la CMU ou les 35 heures. Aujourd'hui, on se retrouve avec le premier gouvernement socialiste à avoir augmenté le temps de travail avec la loi sur les retraites, le premier à avoir voté une loi augmentant la flexibilité du marché du travail avec l'ANI. Sans oublier les récents discours à l'occasion des vœux où pas un mot n'a été prononcé pour les salariés, la

classe ouvrière... Les vanes sont ouvertes et nous sommes face à une gauche... décomplexée. Pourquoi ? Il me semble que François Hollande y croit vraiment, qu'il est convaincu que cette économie de l'offre engendrera des effets positifs même si les expériences récentes démontrent le contraire.

La difficulté ne vient-elle pas aussi de l'absence d'un modèle précis à opposer ?

Après les échecs des modèles économiques soviétique et libéral il n'y a effectivement pas d'alternative clé en main. Mais ce n'est pas notre rôle. Il ne serait pas souhaitable que des économistes - dont je rappelle qu'ils ne sont pas des scientifiques - s'affirment comme des experts désignant la bonne solution. Notre rôle consiste à participer au débat, montrer les controverses et l'éclairer avec les éléments dont nous disposons.

ENTRETIEN RÉALISÉ
PAR ANGÉLIQUE SCHALLER